

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

PREFECTURE
DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES et de
l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation et de l'environnement

Arrêté de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Société Nouvelle de Dépôts Chimiques et
Electrochimiques (SNDCE)
Zone Industrielle
71240 SENNECEY-le-GRAND

N° 2013252-0003

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, et L511-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08-01991 du 30 avril 2008 autorisant la société SNDCE à exploiter une usine de traitement de surface sur le territoire de la commune de SENNECEY LE GRAND ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° 10-00294 du 20 janvier 2010 concernant les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

VU la nomenclature des installations classées modifiée notamment la rubrique 1131 « emploi ou stockage de substances et préparations toxiques » ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié en date du 29 septembre 2005 ;

VU les plans de surveillance des bains présentés le jour de l'inspection ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne établi le 5 août 2013 à la suite de l'inspection des installations réalisée le 2 juillet 2013 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les dispositions définies dans l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 aux articles 1.2.1, 3.1.1, 5.1.7, 7.4.1, 7.5.6 ;

Considérant que le volume des bains de traitement classé très toxiques est de 5,9 m³ ;

Considérant que l'arrêté du 10 mai 2000 modifié s'applique à la SNDCE puisque l'établissement comporte une installation visée à l'annexe 1 du présent arrêté sous la rubrique 1111 et dépasse les seuils fixés dans cette annexe ;

Considérant que ces manquements peuvent porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SNDCE de respecter les prescriptions des articles susvisés de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 et de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire

ARRÊTÉ**ARTICLE 1^{er} :**

La Société SNDCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à SENNECEY LE GRAND, de respecter, les dispositions suivantes :

- **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté :** l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 avril 2008 (régularisation de la situation administrative vis à vis de la rubrique 1111 – emploi ou stockage de substances ou préparations très toxiques), l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 (respect des volumes autorisés pour le stockage des déchets) et l'article 7.5.6 (stockage des substances ou préparations très toxiques),
- **sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté :** l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 avril 2008 (aspiration et traitement des émissions atmosphériques émises au-dessus des bacs) et l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 (maintien du bon état de l'ensemble des installations notamment les rétentions),
- **sous deux semaines à compter de la notification du présent arrêté :** l'article 3 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié le 29 septembre 2005 (recensement des substances et préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement et relevant d'une rubrique figurant en colonne de gauche du tableau de l'annexe I de l'arrêté susvisé).

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS :

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES:

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Sennecey-le-Grand, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à Mâcon.

MACON, le - 9 SEP. 2013
Le préfet, .

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN